

Manifeste III : La question des frontières.

Nous connaissons tous les quatre cartes de la Palestine qui illustrent comment, en un siècle, le peuple de ce pays – car il y a cent ans, la Palestine c'était une Terre, un Peuple – a été dépossédé des trois-quarts de son pays. Et cela sans que l'on sache vraiment quelles étaient les frontières du territoire du « foyer » que le sionisme revendiquait. La question des frontières, bien qu'elle se soit posée très tôt, restera en effet ouverte jusqu'à ce jour car jamais les leaders sionistes n'ont vraiment souhaité la régler.

En 1916, déjà, alors que la négociation de la future Déclaration Balfour exigeait que l'on se posât réellement la question, le mouvement sioniste fit paraître un ouvrage de plus de deux cents pages rédigé par plusieurs auteurs et dont l'introduction fut écrite par Chaïm Weizmann – *Zionism and the Jewish Future* – qui tentait de répondre à la question des frontières du futur Foyer que le mouvement revendiquait. Le chapitre consacré à la question (*A Note on the Boundaries*)¹ rédigé par Norman Bentwich, avec la carte qui l'accompagne, est probablement l'un des textes les plus précis sur ce qu'était alors (1916) les ambitions territoriales du mouvement sioniste. L'auteur, en effet, n'en précise pas seulement le contenu géographique (par exemple, la frontière Nord se situera au Nord de Saïda et la frontière Est à dix ou vingt miles à l'Est du Chemin de fer du Hedjaz de Damas à Médine)² mais il en donne les justifications économiques et stratégiques. Ainsi, les frontières de la future Palestine devront inclure les territoires indispensables au développement économique du pays et à son rôle de 'land-bridge' entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique ainsi qu'entre les bassins maritimes de la Méditerranée et de l'Océan Indien, qui devront avoir leurs chemins de fer, leurs routes caravanières et leurs ports à Jaffa, à Haïfa et à Akaba ; « Le port d' Akaba, précise l'auteur de la 'Note', où le roi Salomon avait équipé sa flotte d'Orient (Il rappelle que le pouvoir mythique de Salomon s'étendait du Nil à l'Euphrate.), est le débouché naturel sur l'Océan Indien, qui historiquement appartenait à la Palestine ; il est, en réalité, absolument inutile pour n'importe qui d'autre alors qu'il représente une nécessité vitale pour la Palestine. »

Toutefois, ce document trop détaillé fut rapidement laissé de côté car, avec la mise en œuvre de la Déclaration Balfour, Chaïm Weizmann comprit qu'il était politique de ne pas revendiquer, cartes en mains, des frontières trop précises qui pourraient susciter une levée de boucliers non seulement chez les Arabes mais aussi chez les vainqueurs qui se préparaient à se partager le Moyen-Orient. Sa réponse à leurs questions réitérées fut donc un chef d'œuvre de diplomatie : « Encore la semaine dernière, commente le leader sioniste, il y eut une discussion fondamentale au sujet des frontières de la Palestine : l'on nous demandait de manière pressante de dire où elles étaient. En ce qui concerne cet objet **j'espère que les frontières juives de la Palestine iront aussi loin que l'énergie juive que nous déployons pour obtenir la Palestine.** Les frontières de la Palestine doivent être fixées de telles sortes que la Palestine puisse se développer comme un pays économiquement auto-suffisant. Nous devons obtenir que toutes les réserves d'eau qui appartiennent à la Palestine coulent

¹ Sacher Harry, *Zionism and the Jewish Future by Various Writers*, pp. 210-213.

² La carte qu'il publie dans *Palestine of the Jews* (1919) manifeste encore plus de prétentions puisqu'elle englobe une partie du Liban jusqu'à Beyrouth. Il ne craint pas non plus pour justifier les empiètements sur la Transjordanie de se référer à la répartition biblique de la Terre promise, pour se réjouir que le Baron Edmond de Rothschild ait pu acheter une parcelle du Hauran. Norman Bentwich, *Palestine of the Jews*, p. 97.

en Palestine, et nous les utiliserons pour irriguer le pays. »³ En quelques mots, les objectifs du colonialisme sioniste étaient fixés : le Grand Israël, la terre et l'eau. Des vœux auxquels d'ailleurs agrée Balfour qui, dans un mémorandum d'août 1919, précise que, puisque la Palestine doit être ouverte à un très grand nombre d'immigrants juifs, il est nécessaire qu'elle étende ses frontières vers le Nord riche en eau et vers les terres à l'Est du Jourdain.⁴ De même, lors d'une conférence sur la question des frontières, convoquée par Lloyd George en septembre 1919 au Manoir de Clairfontaine-Hennequeville, Allenby, pour répondre aux vœux des sionistes qui veulent retrouver les frontières de l'Empire de Salomon, propose que la Palestine récupère la richesse de la vallée du Yarmouk et soit dotée de ses ressources en eau qui représentent les deux tiers des eaux du Jourdain.⁵ En vue des décisions capitales qui seront prises en 1920, le mouvement sioniste allait donc, dès 1919, faire le forcing pour que la Palestine du Mandat ait la plus grande extension possible en tentant par exemple d'y inclure, au Nord, les eaux du Mont Hermon et à l'Est, la Transjordanie ; d'ailleurs, les plus radicaux n'accepteront jamais que, en 1922, après la Conférence du Caire qui s'était tenue en mars 1921 et avait recommandé que la Transjordanie soit constituée en une province arabe de Palestine avec un gouverneur arabe responsable devant le Haut Commissaire,⁶ la Grande-Bretagne ait divisé son Mandat de la Palestine et créé l'émirat de Transjordanie pour mettre les territoires situés à l'Est du Jourdain en dehors du champ d'application de la Déclaration Balfour. Des hommes, comme Menahem Ussishkin et surtout, après lui, Ze'ev Jabotinsky qui parlait du Jourdain comme d'un 'fleuve sacré' qui, en son milieu, divisait en deux parties la Terre d'Israël, surent utiliser la rhétorique religieuse et militaire pour présenter une foule d'arguments pseudo-historiques et stratégiques en vue de justifier la création d'un État juif qui s'étendrait au-delà de la rive Est du Jourdain.

Ce flou artistique ne pouvait que favoriser un irrédentisme sioniste qui, en 1924, lancera une campagne dans la presse pour revendiquer le Liban sud jusqu'au Litani, le mont Hermon, le Golan et même le Sinaï jusqu'à El Arish. Quant à Ben Gourion, alors qu'en 1920 encore il parlait de frontières naturelles d'Erets Israël ('la Méditerranée à l'Ouest, le désert de Syrie à l'Est, le Hermon au Nord et la côte de la mer Rouge au Sud), plus tard, il restera, lui aussi, diplomatiquement dans la vague ; ainsi, dans la Déclaration du 14 mai 1948, il s'abstient d'indiquer les frontières de l'État qu'il proclame et, dans son Journal, il fait remarquer que les frontières d'Eretz Israel, au cours de l'histoire, des Juges à Bar Kocheba, ont constamment changé et que « peu de concepts sont moins clairs et moins précis que celui de frontières 'historiques'. Depuis l'antiquité, souligne-t-il, les frontières de l'indépendance juive ont reculé ou avancé en vertu de changements politiques incessants, de même que le niveau d'indépendance n'était pas permanent. » Ce qui ne l'empêche pas de regretter que le plan de partage de l'ONU n'accorde au mouvement sioniste qu'un territoire quatre fois moins étendu que celui accordé par les quatre lignes de la Déclaration Balfour qui, pourtant, ne mentionnait nullement la question des frontières. Il se satisfait pourtant de ce qui a été obtenu : un tracé qui, en accordant un accès à la mer Rouge et à la Méditerranée permettra à l'État

³ *The Letters and Papers of Chaïm Weizmann*, (Adress to E.Z.F. conference) Vol I, Series B (August 1898-July 1931), p.259.

⁴ Memorandum by Mr. Balfour. Respecting Syria, Palestine and Mesopotamia, in *From Haven to Conquest*, p. 210.

⁵ Doreen Ingrams, *Palestine Papers, 1917-1922*, pp.75-78.

⁶ Doreen Ingrams, *Palestine Papers 1917-1922*, pp. 116-117.

d'Israël de ne pas être dépendant du Canal de Suez, ce qui ne l'empêche pas de revendiquer immédiatement une nouvelle frontière.⁷

Depuis, nous savons ce qui s'est produit. Il s'est réalisé – oh, miracle de la Providence – ce que le sionisme avait depuis le début revendiqué. Il reste toutefois encore une place pour le rêve, même si tous les officiels nous diront que bien entendu il n'est pas question et surtout pas diplomatique de revendiquer plus que ce que l'on prend : on peut en lire le contenu dans l'encadré d'un ouvrage récent (2008) d'un certain Howard Grief qui s'est donné pour objectif de démontrer que, si l'on appliquait la loi internationale – il faut bien 700 pages pour cela –, Israël aurait enfin les frontières qu'il mérite :

« Le terme Israël tel qu'il apparaît dans le titre de ce livre, précise-t-il, désigne tous les territoires de l'Israël historique comprenant à la fois la Cisjordanie et la Transjordanie qui faisaient partie du Mandat britannique. Il inclut aussi ces parties de l'Israël historique qui ont été illégalement exclus quand les frontières de la Palestine ont été fixées par la Grande-Bretagne et la France en 1920 et 1922 : le Liban Sud jusqu'au fleuve Litani et le Bashan, le Golan y compris au nord du fleuve Yarmouk et, **au moins**, la moitié de la Péninsule du Sinaï. »⁸

Ah, que cet 'au moins' est magnifique !

Jacques Pous - Février 2016

⁷ Ben Gourion, *Journal 1947-1948, Les secrets de la création de l'État d'Israël*, p.102-103.

⁸ Howard Grief, *The Legal Foundation and Borders of Israel under International Law : a Treatise of Jewish Sovereignty over the Land of Israel*, Mazo Publishers, Jerusalem, 2008.